

Hoyerswerda, dans la Saxe, est situé à 150 km au sud de Berlin. PHOTO MARTIN MALESCHKA, GETTY

En 1991, sous les vivats de la population, une bande de néonazis chassait les immigrés de cette ville sinistrée de l'ex-RDA. Un nouveau centre de demandeurs d'asile vient d'y ouvrir. Mais les crânes rasés rôdent toujours.

Par **NATHALIE VERSIEUX**
Envoyée spéciale à Hoyerswerda (Saxe)

La journée est grise et pluvieuse à Hoyerswerda. Un chemin bordé de hauts grillages quitte la route cahoteuse, traverse des terrains vagues, débouche sur une cour bétonnée flanquée de deux ailes de bâtiments disgracieux, loin du centre-ville. Quelques vélos d'enfants colorés attendent au pied d'un escalier métallique. Mais les gamins qui vivent ici – une vingtaine – ne sont guère d'humeur à jouer. Tous ont quitté leur pays dans des conditions difficiles, suivant leurs parents qui espéraient

Allemagne

Hoyerswerda, *foyer de la honte*

obtenir l'asile politique en Allemagne. 70 réfugiés sans papiers ont atterri par hasard dans le centre pour demandeurs d'asile tout juste ouvert de cette bourgade, située à 150 kilomètres de Berlin. Venus du Maghreb, du Liban, d'Iran et de Serbie, ils ignoraient qu'Hoyerswerda avait gagné son surnom de «ville de la honte» pour avoir été la première de nombreuses cités allemandes à s'être livrée, au début des années 90, à une chasse aux étrangers.

Mohammed et Abdelhak, tous deux Marocains, sont arrivés il y a un mois dans le foyer installé à la va-vite dans une école désaffectée. Dans les chambres de quatre, deux lits superposés, une table, un jeu de quatre assiettes-verres-couverts, deux poêles, quelques casseroles et des draps. Les douches sont à l'étage, la cuisine et la buanderie au sous-sol. L'aménagement est rustique, le sol en lino brique, les murs blancs. Autour, friches et immeubles abandonnés. Le commerce le plus proche, un supermarché Globus, est à cinq bonnes minutes, la gare à un quart d'heure à pied. Ni Mohammed ni Abdelhak ne parlent allemand mais ils n'ont pas tardé à apprendre la terreur qui avait régné à Hoyerswerda en 1991, peu après la réunification de l'Allemagne.

Une attaque xénophobe qui a fait des émules

Le 17 septembre de cette année-là, huit crânes rasés, jeunes néonazis, ivres, s'en sont pris à un immeuble dans lequel vivaient des Vietnamiens et des Mozambicains. Des coups de bottes contre les portes, des hurlements. Des bouteilles et des pierres jetées dans les couloirs et à travers les carreaux. Les habitants se terrent en attendant la police. Qui ne viendra pas. La meute finira par se diriger vers le foyer de demandeurs d'asile de la ville. Des jours durant, les réfugiés seront harcelés sous les applaudissements du voisinage. Bilan : 32 blessés. 230 étrangers

quitteront la ville sous escorte policière pour être installés dans des abris de fortune dans les communes avoisinantes. L'attaque xénophobe a fait des émules.

En août 1992, c'est à Rostock, dans le nord de l'ex-RDA, que des jeunes néonazis ont terrorisé pendant quatre jours les habitants d'un foyer d'étrangers, bientôt incendié. Jusqu'à 3000 voisins allemands s'étaient alors attroupés autour du bâtiment en flammes pour applaudir le spectacle, gênant l'arrivée des secours. Les étrangers, essentiellement des Vietnamiens venus dans le pays du temps de la RDA, seront évacués. Quelques mois plus tard, à Mölln (Schleswig-



Holstein), dans l'ouest du pays cette fois, trois Turques meurent dans l'incendie criminel de leur maison, un crime revendiqué par un appel téléphonique à la presse au cri de «Heil Hitler». Même drame non loin de là, en mai 1993, à Solingen, où cinq femmes et enfants turcs succombent dans les flammes de leur immeuble. Là encore, l'attentat est revendiqué par des néonazis. Officiellement, 628 agressions racistes ont eu lieu après la réunification en 1991, 3300 selon les associations antifascistes.

Un afflux record de réfugiés en Allemagne

Depuis ce que la presse allemande n'a pas hésité à qualifier de «pogrom», Hoyerswerda a vécu dans l'entresol : seuls le Chinois du restaurant asiatique et la famille turque propriétaire du kebab près de la gare sont restés dans cette ville où les néonazis n'ont jamais cessé de marquer leur territoire à coups de tags et d'autocollants haineux. Elle a néanmoins dû ouvrir un nouveau foyer en février, d'une capacité de 120 places, pour répondre à l'afflux croissant de demandeurs d'asile. La réglementation allemande exige en effet que chaque commune en accueille un certain quota. Or, en 2013, leur nombre, dans l'ensemble du pays, est passé à 110 000, niveau le plus élevé depuis quatorze ans. Et pour le seul mois de janvier 2014, l'augmentation a atteint un record : +76,7% par rapport à l'an passé, selon les statistiques de l'Office des migrations. En tête des pays d'origine, les Serbes, qui sont issus de la communauté rom pour la plupart.

La situation des demandeurs d'asile n'a pourtant rien de confortable en Allemagne. Ils reçoivent 330 euros par mois, n'ont pas le droit de travailler ni de quitter le Land qui les héberge. L'examen de leur requête dure entre six et neuf mois. 2% reçoivent le statut de réfugié politique, 10% se voient accorder un permis de séjour provisoire pour

En 2012, un couple de militants antifascistes a été agressé par des néonazis. Incapable de rétablir l'ordre, la police leur a conseillé, après plusieurs heures de pourparlers avec les agresseurs, de quitter la ville.

des raisons humanitaires, lorsque la situation de leur pays d'origine ne permet pas de les expulser, et 88% des demandes sont rejetées, les autorités estimant qu'elles ont un motif seulement économique. C'est sans doute le sort qui attend Mohammed et Abdelhak.

Le premier, 37 ans, est sur la route depuis 2002. Il a travaillé dans les champs en Espagne, en Italie, puis en France, avant de se rendre en Allemagne, «où il y a de quoi se faire embaucher». Comme son



Des demandeurs d'asile harcelés, en 1991. THOMAS LEHMANN.DPA.ABACA



L'attaque fait 32 blessés en quelques jours. RAINER WEISSFLOG.DPA.ABACA



Et 230 immigrants seront évacués par la police. T. LEHMANN.DPA.ABACA

compatriote Abdelhak, il est arrivé à Hoyerswerda par des chemins détournés. Tous deux arrêtés par la police, sans papiers, ils avaient le choix entre être expulsés immédiatement ou demander l'asile politique, ce qu'ils ont fait. Ils rêvaient de Berlin, Hambourg ou Munich. Ils ont échoué dans cette ville considérée comme un des hauts lieux de l'extrême droite. «Ici, les gens sont bizarres. Personne ne nous parle, on ne nous dit pas bonjour. Et puis, on n'a rien à faire, c'est mortel, il n'y a que des vieux, résume Abdelhak. Pour moi, l'Allemagne, c'était un pays riche, avec du travail. Pas ça !»

De 70 000 habitants à 32 000 en vingt-cinq ans

Pas de chance, Hoyerswerda est à bien des égards une ville sinistrée. Du temps de la RDA, elle vivait de

l'exploitation du lignite, ce charbon polluant et de piètre qualité destiné à la production d'électricité. Depuis la chute du Mur, 100 000 à 120 000 emplois ont disparu dans la région. Hoyerswerda, qui comptait 70 000 habitants à la fin des années 80, n'en a plus que 32 000 : c'est la ville allemande qui a connu la plus forte baisse démographique depuis la réunification. Nombre d'immeubles, vides, ont été rasés. 13% de la population active est au chômage. Comme dans bien des communes de l'ex-RDA, les femmes et les jeunes les plus éduqués sont partis, laissant derrière eux les vieux et des cohortes de jeunes hommes sans instruction et sans perspective, terreau de l'extrême droite.

En septembre 2012, «la ville de la honte» s'est encore distinguée dans les médias lorsqu'un couple

de jeunes militants antifascistes a été agressé chez lui par des néonazis. Une nouvelle fois, la police s'est montrée incapable de rétablir l'ordre. Au bout de plusieurs heures de pourparlers avec les agresseurs, elle a conseillé au couple de quitter la ville sous escorte, se disant dans l'incapacité de garantir leur sécurité. La presse allemande s'est émue de cette nouvelle capitulation de l'Etat. Cinq des huit néonazis ont fini par écoper, fin janvier, de huit à dix mois de prison avec sursis. Deux autres en sont quittes pour quelques heures de travail d'intérêt public. Un huitième, qui est déjà en prison pour une autre affaire, a vu sa peine prolongée de cinq mois.

«Tu ne sors pas seul, et jamais le soir»

Laxisme de la police, clémence de la justice... «A Hoyerswerda, il y a quinze à vingt néonazis plus ou moins dangereux, repérés par l'organisme de protection de la Constitution. Ils ont entre 16 et 30 ans et sont en général sans emploi», explique le pasteur Jörg Michel qui compte avant tout sur la société civile pour protéger les étrangers. Décidé à éviter un nouveau drame raciste dans la ville, il a participé à la fondation de l'association «Hoyerswerda aide avec cœur» qui collecte jouets et vêtements pour les nouveaux arrivants, leur propose des cours d'allemand, des activités sportives ainsi que des visites de la ville. Le pasteur a également entamé des discussions avec le supermarché le plus proche pour tenter de le convaincre de vendre de la viande halal et des denrées et produits en grand conditionnement, plus économiques. Et obtenu de la municipalité que ses préposés aux contraventions soient aussi chargés d'enlever les autocollants de l'extrême droite. Enfin, il a organisé avec la mairie «une journée portes ouvertes du foyer «pour montrer aux habitants qu'ici, rien n'est luxueux et qu'on ne jette pas l'argent public par la fenêtre».

«Nous essayons de créer les conditions pour que les demandeurs d'asile soient acceptés par la population, explique le pasteur. Pour l'instant, l'extrême droite fait profil bas face aux actions de la société civile.» Mais il redoute les élections régionales, l'été prochain. La Constitution prévoit en effet l'attribution de subventions aux partis représentés dans les parlements régionaux et au Bundestag. «Si le NPD [le Parti national-démocrate d'Allemagne, ndr] est de nouveau associé au pouvoir dans le parlement régional, l'extrême droite disposera de plus d'argent pour faire de la propagande.» Mohammed, lui, ne cache pas son inquiétude : «Dès qu'on est arrivés, on nous a dit, ici tu ne sors pas seul, et jamais le soir.» Son copain Kali a été agressé dans la rue, cinq jours après son arrivée. «Un homme à vélo l'a frappé par derrière. Il a réussi à prendre une photo de son agresseur, et les gens du foyer ont appelé la police, explique Abdelhak. Mais personne n'a été arrêté.»